

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

SPECIMEN

## Bulletin de vote pour la votation populaire du 8 mars 2015

1

Acceptez-vous l'initiative populaire  
«Aider les familles ! Pour des  
allocations pour enfant et des  
allocations de formation professionnelle  
exonérées de l'impôt»?

Réponse

Oui

2

Acceptez-vous l'initiative populaire  
«Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée  
par une taxe sur l'énergie»?

Réponse

Non

L'UDC Suisse a adopté le 24 janvier 2015 à son assemblée des délégués à Locarno ses mots d'ordre pour le weekend de votations du 8 mars. Elle soutient par 144 voix contre 96 l'initiative pour les familles du PDC. En cas d'acceptation de celle-ci, les familles avec enfants auraient 1 milliard de francs de plus par an dans leur portemonnaie, dont elles pourraient disposer librement. Cet argent reviendrait dans l'économie et ne serait ainsi pas absorbé par un appareil étatique toujours plus lourd.

Quant à l'initiative des verts-libéraux «Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie», l'UDC la rejette par 279 voix contre 1, car elle aurait des conséquences imprévisibles pour les consommateurs, en particulier pour les familles et les PME. Une nette augmentation des prix de l'énergie désavantagerait fortement l'économie d'exportation suisse par rapport à l'étranger. L'impôt sur l'énergie prévu est mal pensé : pour remplacer les recettes de la TVA – plus de 22 milliards de francs par an ! – il devrait augmenter continuellement.

### Séminaire des cadres Bad Horn 2015 3-5

Rolf Dörig expose les facteurs à succès de la Suisse



### Initiative pour les familles 8-9

Moins de bureaucratie et plus d'aide aux familles



### Préserver les places de travail 14-15

Mettre en place un programme de dérégulation et de revitalisation!



# L'UDC proche de vous



UDC Bâle-Campagne



L'UDC Bâle-Campagne a organisé beaucoup de stands d'action dans tout le canton. Ici en janvier à Binningen (en haut) et Reinach (en bas).



UDC Zurich



Malgré la pluie, l'UDC de la ville de Zurich était présente avec son slogan «pour la stabilité et la sécurité» sur la place du marché de Zurich-Oerlikon.

*Extrait du discours de Christoph Blocher  
du 16 janvier lors de l'Albisgüetli*

## Les droits civiques sont des droits humanitaires

Aucun politique n'ose contester ouvertement un bien aussi précieux que la démocratie directe. Ce serait un suicide politique. On agira donc toujours à couvert. Voilà pourquoi les adversaires de la démocratie suisse cherchent un «droit supérieur» qui leur permet de neutraliser les droits du peuple. On trouve donc le droit international et on va jusqu'à le qualifier de «droits de l'homme» dans le simple but de museler les citoyens. Qui oserait remettre en question ou critiquer le droit international, voire les droits humanitaires? Lorsque la Suisse a signé la Convention internationale des droits de l'homme, elle protégeait depuis longtemps déjà – depuis 1848 – les droits de l'homme au niveau constitutionnel.

### Pas de juges étrangers

Pourtant, le Tribunal fédéral place aujourd'hui les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme au - dessus de la Constitution fédérale. Ce sont désormais des juges étrangers et non plus des juges suisses qui définissent les droits de l'homme: des juges internationaux qui ne connaissent pas notre pays et qui n'ont pas été élus par nous.

### Pseudo-droits de l'homme

Les droits de l'homme sont un bien juridique suisse précieux. Ils sont protégés et doivent le rester. Mais l'UDC refuse des prescriptions étrangères que nous imposent des théoriciens complètement en marge de la réalité pour faire danser le peuple suisse sur leur musique. Ainsi nous n'admettons pas toutes les revendications fondées sur le droit à l'occupation d'immeubles, le droit de grève, l'interdiction d'expulser des criminels dangereux, la garantie de l'accès à l'école, la garantie du minimum existentiel, le droit au logement ou encore le droit de se faire financer un changement de sexe.

### Le peuple plus objectif

L'un des droits humanitaires les plus importants pour nos citoyens est de pouvoir voter en tant que souverain et d'imposer leur volonté face au gouvernement et au Parlement. Lorsque le Tribunal fédéral n'applique plus seulement le droit voulu par le peuple et le Parlement, mais qu'il répète comme un perroquet les déclarations des cours européennes de justice, il détruit le droit de l'homme le plus important, à savoir le droit de vote des citoyens. Le peuple décide avec le sens de la mesure, avec objectivité et clairvoyance – en tout cas de manière plus clairvoyante – que les politiques professionnels qui s'inquiètent avant tout de leur réélection.

Voilà pourquoi l'UDC a dû lancer l'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers» qui prend au sérieux les droits de l'homme, qui les protège tout en leur donnant une légitimité démocratique.

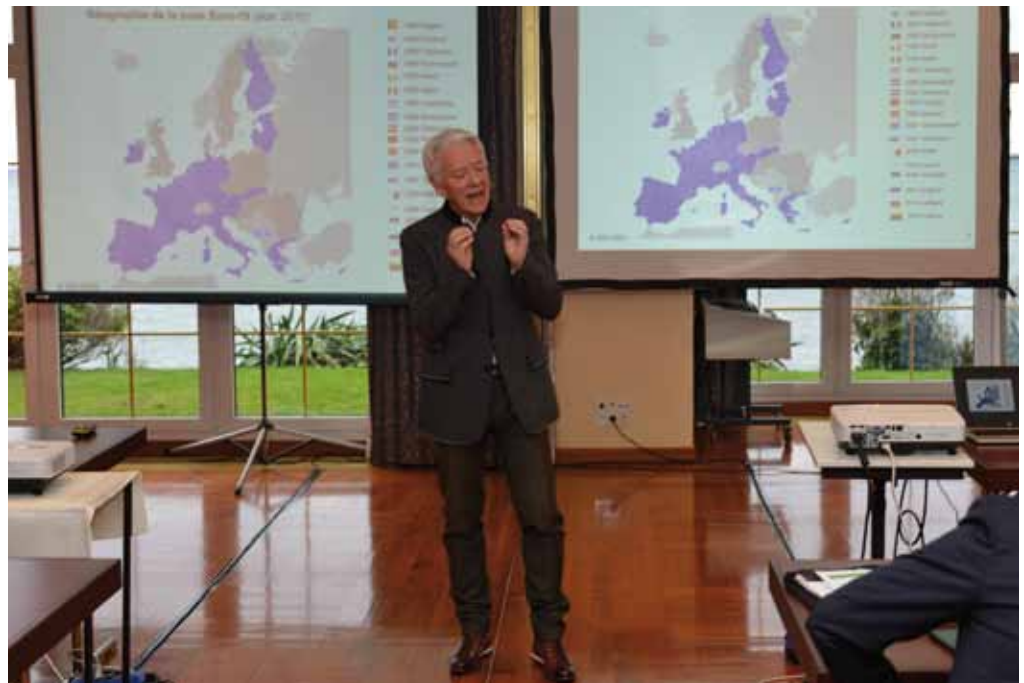


# Que faire pour que la Suisse reste numéro 1 en termes d'attractivité économique?

Que faire pour que la Suisse reste numéro 1 en termes d'attractivité économique? C'est avec cette question que plus de 100 cadres de l'UDC ont participé au traditionnel séminaire de nouvelle année les 9 et 10 janvier 2015 à Horn.

Lors de ce séminaire, le professeur Franz Jaeger, a fait une comparaison de notre situation avec les économies allemande et française. Nous avons eu l'honneur d'obtenir la présence de Rolf Dörig, président des conseils d'administration d'Adecco, la plus grande agence de placement du monde, et du groupe d'assurance Swiss Life, qui nous a donné un éclairage pratique des facteurs à succès de la Suisse et des risques qu'elle court. Enfin, notre conseiller fédéral Ueli Maurer nous a rappelé la fragilité de notre régime à succès libéral.

Le deuxième jour, nous avons débattu de l'application de l'article constitutionnel sur le contrôle de l'immigration et de la marge de manœuvre de la Suisse dans ses négociations avec l'UE. Nous avons demandé à Michael Ambühl, professeur de conduite de négociations à l'EPF de Zurich, de faire un exposé sur ce thème qui a suscité des débats passionnants.



Lors de son exposé, le professeur **Franz Jaeger** a analysé le système économique suisse. Il a également fait part de sa colère lorsqu'il a entendu dire que la Suisse avait besoin d'un taux de maturités plus élevé. C'est selon lui le système de formation dual qui doit être renforcé car il permet aux jeunes d'entrer dans la vie active dans les meilleures dispositions possibles.



Un engagement total pour le renforcement de la Suisse et la sécurité du travail est primordial.

# Facteurs à succès de la Suisse

**Il est grand temps de mettre fin à cette manie régulatrice et de réduire progressivement l'empreinte laissée par l'Etat. Les interventions de l'Etat dans le marché doivent être réduites au strict minimum nécessaire. La subsidiarité et la priorité de la concurrence doivent redevenir des principes politiques clés.**

Extrait de l'exposé de Rolf Dörig, président du conseil d'administration d'Adecco et de Swiss Life

**N**ous autres chefs d'entreprise et managers, nous devons savoir que notre rayon d'action est certes mondial, mais que nous assumons également la responsabilité d'un contrat équilibré entre générations en Suisse.

Vous en tant qu'élus politiques, vous devez comprendre que vous avez aussi été élus au Parlement pour défendre des intérêts particuliers. Mais votre responsabilité d'un contrat équilibré entre générations consiste également à ne pas perdre de vue le grand ensemble.

### «Une adhésion à l'UE ou un accord-cadre institutionnel avec l'UE sont hors de question.»

Permettez-moi de résumer cette symbiose des deux responsabilités en cinq points:

1. veillons ensemble à une immigration équitable, pilotée et contrôlée non seulement avec les pays UE, mais avec le monde entier. Nous pourrions ainsi faire venir la main-d'œuvre spécialisée dont l'économie a besoin.
2. concluons des accords de libre-échange avec le monde entier. Nous soutenons ainsi notre industrie d'exportation et nous créons de nouveaux emplois.
3. veillons au bon fonctionnement de notre système de formation dual. Il permet aux jeunes de trouver du travail.
4. sauvegardons la souplesse de notre marché du travail et les conditions-cadres avantageuses pour les entreprises.

Nous maintenons ainsi le chômage à un bas niveau.

5. très important: combinons les politiques de la formation, du marché du travail et de la migration. Voilà la meilleure manière de garantir le contrat entre générations et le système social.

Si nous réussissons cela, le drapeau suisse revêtera une seconde symbolique: il ne s'agira plus seulement de la croix fédérale sur fond rouge, mais d'un „plus“ pour notre pays.

Permettez-moi sur la base de ces cinq points de faire encore quelques remarques concernant la discussion actuelle sur la politique européenne.

Dans cette thématique, l'opposition des différents intérêts politiques – mais apparemment aussi des intérêts économiques et sociaux – est particulièrement virulente. Ou, en d'autres mots, les intérêts politiques ou économiques à court terme s'opposent à l'intérêt national à long terme.



Si nous avons la volonté de nous orienter en fonction de ces principes clés et de les appliquer, alors

- une adhésion à l'UE ou un accord-cadre institutionnel avec l'UE sont hors de question;
- nous devons trouver une solution pour un pilotage de l'immigration conformément aux besoins de notre marché du travail et de nos institutions sociales;
- nous devons adapter plus rigoureusement notre système de formation dual aux qualifications nécessaires aujourd'hui et demain;
- nos entreprises doivent exploiter plus efficacement le potentiel de main-d'œuvre disponible en Suisse (qui englobe bien entendu les étrangers qui résident chez nous) et veiller au perfectionnement interne de la main-d'œuvre spécialisée (travailleurs d'un âge avancé, femmes, priorité des travailleurs résidents).

# Renforcer la Suisse bourgeoise

En 1815, notre pays a pu se dégager de la masse en faillite de l'empire napoléonien pour s'engager sur sa propre voie. Et au fil de ces 200 ans, un certain nombre de ces particularités ont émergé et ont fait le succès unique de notre pays. Ce succès peut se résumer sous le titre de la «Suisse bourgeoise».

Extrait de l'exposé du conseiller fédéral Ueli Maurer, chef du DDPS, Wernetshausen (ZH)

La situation est absurde: le socialisme a manifestement échoué, mais la gauche s'acharne toujours à bouleverser notre régime selon des recettes socialistes.

Le cas particulier de la Suisse est une histoire à succès, mais on ne cesse de nous imposer des alignements sur d'autres modèles étatiques qui à l'évidence fonctionnent beaucoup moins bien que le nôtre.

Les Etats dirigés par des élites autoproclamées finissent toujours mal à la longue. L'histoire en donne de nombreuses preuves et le présent en témoigne par l'endettement public ou encore le chômage élevé des jeunes dans les pays membres de l'UE. Et, pourtant, la politique suisse s'engage lentement, mais sûrement dans la même direction. D'où cette question: que pouvons-nous faire pour stopper ce développement et sauvegarder les bases de notre succès?

---

**«Nous devons stopper l'alignement au niveau international. Pour cela, nous devons avoir le courage de poursuivre sur notre propre voie, la voie du libéralisme.»**

---

Je crois que nous devons agir à trois niveaux:

## 1. Faire cesser le constant alignement sur l'étranger

Nous devons stopper l'alignement au



**Notre modèle à succès bourgeois n'est pas un état naturel invariable qui nous garantit éternellement qualité de vie et richesse. Le régime libéral dans lequel nous vivons est fragile.**

niveau international. Pour cela, nous devons avoir le courage de poursuivre sur notre propre voie, la voie du libéralisme. Les traités et conventions qui restreignent notre liberté d'action, voire des mécanismes qui nous contraignent à reprendre constamment de nouvelles règles doivent être remis en question. Cette exigence comprend notamment la libre circulation des personnes et les accords de Schengen-Dublin.

## 2. Gagner les élections

2015 est une année électorale. Compte tenu de la situation actuelle, il s'agira de faire un choix fondamental: restons-nous un pays indépendant et libéral ou nous lierons-nous encore plus à l'UE par de nouveaux accords? Ces élections exigeront tous les efforts. Nos rapports avec l'UE seront redéfinis durant la prochaine législature. La

composition du Parlement fédéral est donc absolument décisive. Tout dépendra de votre engagement!

## 3. Renforcer la participation au gouvernement

Les élections passées, il s'agira de s'interroger sur la force de notre représentation au gouvernement. Nous avons heureusement un droit de référendum et d'initiative qui permet au peuple de freiner ou d'accélérer les choses. Mais la destinée de notre pays est aussi en grande partie déterminée par le gouvernement et l'administration. Pour ramener la politique sur la voie bourgeoise, il faut que nous renforçons notre présence au gouvernement. Ce sera un défi à relever par notre parti afin qu'il occupe au Conseil fédéral la place qui lui revient conformément au nombre des suffrages recueillis aux élections.

**Lisez ici tous les exposés du séminaire en entier:**

[www.udc.ch/actualites/assemblees-des-delegues/seminaire-des-cadres](http://www.udc.ch/actualites/assemblees-des-delegues/seminaire-des-cadres)



# INFATIGABLES & LÉGENDAIRES LES FLEURONS TOYOTA 4x4

ACTUELLEMENT, BONUS EURO JUSQU'À **CHF 7'000.-\***



**TOYOTA**

ALWAYS A  
**BETTER WAY**



**RAV4**  
DÈS CHF 26'900.-\*  
(CHF 5'000.- de Bonus Euro incl.)

LEASING  
À PARTIR DE  
**0,5%**



[toyota.ch](http://toyota.ch)



**HILUX**  
4x4 INFATIGABLE  
DÈS CHF 24'400.-\*

**SIENNA**  
MONOSPACE DE LUXE  
DÈS CHF 59'900.-\*

**LAND CRUISER**  
4x4 DE LÉGENDE  
DÈS CHF 35'950.-\*

**LAND CRUISER V8**  
ROI DES 4x4  
DÈS CHF 83'700.-\*

\* Prix de vente net conseillé, déduction faite d'un Bonus Euro, TVA incl. **RAV4** Luna 2,0 4x4, 111 kW (151 ch), 5 portes, CHF 31'900.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 5'000.- = CHF 26'900.-, Ø cons. 7,3 l/100 km, Ø CO<sub>2</sub> 169 g/ km, rend. éner. F. Véhicule illustré: **RAV4** Style 2,2 D-4D, 110 kW (150 ch), M/T, CHF 42'700.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 5'000.- = CHF 37'700.-, Ø cons. 5,7 l/100 km, équiv. essence 6,4 l/100 km, Ø CO<sub>2</sub> 149 g/ km, rend. éner. D. **Hilux** Terra 2,5 D-4D 4x4 Single Cab, 106 kW (144 ch), M/T, CHF 26'900.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 2'500.- = CHF 24'400.-, Ø cons. 7,6 l/100 km. Modèle illustré: **Hilux** Sol Premium 3,0 D-4D 4x4 Double Cab, 126 kW (171 ch), M/T, CHF 44'400.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 2'500.- = CHF 41'900.-, Ø cons. 11,3 l/100 km, Ø CO<sub>2</sub> 260 g/ km, rend. éner. G. **Land Cruiser** Profi 3,0 D-4D 4x4, 140 kW (190 ch), 3 portes, M/T, CHF 39'950.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 4'000.- = CHF 35'950.-, Ø cons. 8,1 l/100 km, équiv. essence 9,1 l/100 km, rend. éner. F. Véhicule illustré: **Land Cruiser** Sol 3,0 D-4D 4x4, 140 kW (190 ch), 5 portes, M/T, CHF 66'950.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 4'000.- = CHF 62'950.-, Ø cons. 10,6 l/100 km, équiv. essence 10,6 l/100 km, Ø CO<sub>2</sub> 250 g/ km, rend. éner. G. Véhicule illustré: **Land Cruiser V8** Sol 4,5 V8 D-4D 4x4, 200 kW (272 ch), 5 portes, A/T, CHF 89'700.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 6'000.- = CHF 83'700.-, Ø cons. 9,5 l/100 km, équiv. essence 10,6 l/100 km, Ø CO<sub>2</sub> 250 g/ km, rend. éner. G. Véhicule illustré: **Land Cruiser V8** Sol 4,5 V8 D-4D 4x4, 200 kW (272 ch), 5 portes, A/T, CHF 110'800.- déduction faite du Bonus Euro de CHF 6'000.- = CHF 104'800.-, Ø des émissions de CO<sub>2</sub> de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 144 g/ km. **Conditions de leasing:** Taux d'intérêt annuel effectif 0,5%, montant mensuel du leasing TVA incluse, assurance casco complète obligatoire, paiement exceptionnel 15%, 5% de dépôt de garantie du montant à financer (mais au moins CHF 1'000.-), durée 24 mois et 10'000 km/an. Nous n'acceptons pas les contrats de leasing s'ils entraînent le surendettement. Promotions valables pour les signatures de contrat du 21 janvier 2015 au 28 février 2015 ou révocation. Le service gratuit Toyota comprend les services de maintenance gratuits pendant 6 ans ou 60'000 km (selon première éventualité). Le **Hilux** et le **Land Cruiser** Profi sont exclus du service gratuit. Les visuels présentent des options avec supplément.

# Oui à la réfection du Gothard!

Le Gothard est la principale artère de circulation de la Suisse. Après plus de 35 ans, ce tunnel routier doit être rénové pour des questions évidentes de sécurité. Le tunnel deviendra ainsi unidirectionnel et le nombre d'accidents en sera considérablement réduit. Un référendum de la gauche a été lancé pour s'opposer à ces travaux. C'est pourquoi, nous voterons sur ce sujet en début d'année 2016.

Aujourd'hui, environ 1,3 million de poids lourds transitent par la Suisse. Selon l'article constitutionnel seuls 650 000 camions auraient le droit de traverser la Suisse par la route.

**La capacité des NLFA ne suffit pas**  
Nous devrions donc charger 650 000 camions sur le train. Une composition de la „chaussée roulante“ peut transporter exactement 20 poids lourds de 40 tonnes. Faites le calcul vous-mêmes! 650 000 camions à charger divisés par 20, cela fait 32 500. Pour répondre à l'article constitutionnel actuel nous devrions faire circuler 32 500 trains supplémentaires. Si nous voulions ou si nous devrions, à la suite de la fermeture complète du tunnel routier, charger sur le train la totalité des poids lourds, il faudrait envoyer 65 000 compositions ferroviaires supplémentaires par le St-Gothard!

**«Les hommes et les femmes tués sans leur faute ne sont-ils pas le meilleur argument en faveur d'un tunnel sûr avec un tube dans chaque direction?»**

## En plus, les voitures de tourisme

A ces chiffres il faut ajouter les 15 000 à 20 000 voitures de tourisme qui traversent aujourd'hui le St-Gothard. S'il en allait selon la volonté des adversaires du tunnel de réfection, il faudrait les faire passer péniblement par la route du col. Et que se passe-t-il en hiver quand le col est recouvert de trois mètres de neige? Songez aux conséquences pour le tourisme! Les lunettes rouges et vertes des



**La séparation des courants de trafic grâce à deux tunnels et l'aménagement d'une piste d'arrêt d'urgence accroîtront considérablement la sécurité.**

adversaires du tunnel d'assainissement par le St-Gothard sont devenues rouge foncé et vert foncé à l'époque de Moritz Leuenberger au point que ces gens ont perdu la vision.

## La sécurité avant tout

Je n'ai pas encore parlé de la sécurité supérieure des tunnels à trafic monodirectionnel. Nos ingénieurs ont planifié les nouveaux tunnels ferroviaires au St-Gothard, au Ceneri et au Eppenbergr avec une seule voie de circulation par tube. Pourquoi? Pour des raisons de sécurité. Les personnes voyageant sur la route sont-ils donc moins dangereux? Les automobilistes tessinois qui prennent la route vers le nord valent-ils moins que ceux qui prennent le train? La statistique est parfaitement claire à ce propos. Il n'y a presque pas d'accident mortel dans le tunnel routier du Seelisberg dont les voies de circulation sont séparées par direction. Il n'est pas ainsi au St-Gothard. Les hommes et les femmes tués sans leur faute dans le tunnel à trafic bidirectionnel du St-Gothard ne sont-ils pas le meilleur argument en faveur d'un tunnel sûr avec un tube dans chaque direction?

## Tessin = Suisse

Le tunnel de réfection projeté au St-Gothard n'est pas seulement un investissement ponctuel mais bien plus de longue durée qui sert la sécurité routière et la protection de l'environnement. C'est aussi un investissement en faveur du canton du Tessin. Je répète, en faveur du canton suisse du Tessin. Après l'assainissement du tunnel routier actuel, soit vers l'an 2032, les deux tubes ne pourront être franchis que sur une seule voie. Nous ne nous interrogerons pas ici sur l'utilité de cette décision, mais nous avons un article constitutionnel. Donc, il n'est pas question d'accroître la capacité. En revanche, la séparation des courants de trafic grâce à deux tunnels et, attendu depuis longtemps, l'aménagement d'une piste d'arrêt d'urgence accroîtront considérablement la sécurité. Que voulons-nous de plus?



Ulrich Giezendanner,  
conseiller national  
et entrepreneur,  
Rothrist (AG)



# Soulager les familles!

Le 8 mars prochain nous votons sur l'initiative PDC «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt». Ce projet exige la défiscalisation de ces allocations aux niveaux de la Confédération, des cantons et des communes. Dans le régime fiscal actuel, les allocations pour enfant et de formation ont l'effet d'une augmentation du revenu. Ces contributions versées par l'employeur sont donc imposées. Les familles concernées passent dans une progression fiscale supérieure et doivent donc payer plus d'impôts.

par Nadja Pieren, conseillère nationale et vice-présidente de l'UDC Suisse, Berthoud (BE)

Il est équitable et conforme au principe fiscal suisse que l'argent obtenu par le travail soit soumis à l'impôt. Mais imposer des allocations pour enfant et de formation qui sont versées aux familles pour compenser la baisse du pouvoir d'achat, n'est pas autre chose qu'une arnaque étatique.

### Stop avec la bureaucratie

Il faut que cet argent versé par l'employeur bénéficie intégralement aux familles. Selon les cantons, les employeurs versent entre 1,2 et 2,35% du salaire AVS assuré à la caisse de compensation familiale. Celle-ci leur rétrocède ensuite les montants qu'ils ont dépensés pour les allocations pour enfants et de formation. Le niveau des allocations varie d'un canton à l'autre, soit entre 200 et 300 francs pour les al-

locations pour enfant et entre 250 et 425 francs pour les allocations de formation. Ces contributions sont donc intégralement financées par les employeurs.

La totalité des allocations pour enfants et de formation versées dans toute la Suisse se monte à environ 5 milliards de francs. Voilà la somme que les employeurs versent chaque année aux familles. L'Etat prélève près d'un milliard de franc par an, donc quelque 20%, sur cette somme sous la forme d'impôts. Environ 250 millions vont à la caisse de la Confédération et 650 millions à celles des cantons.

### Financièrement supportable

Avec son budget global de 67 milliards de francs par an, la Confédération peut supporter sans problème un manque

à gagner de 250 millions de francs. Une perte fiscale de 650 millions n'est pas non plus trop douloureuse

---

**«Ce sont les familles de la classe moyenne qui profiteraient le plus de l'exemption fiscale des allocations pour enfant et de formation.»**

---

pour les caisses cantonales puisqu'elle est répartie entre les 26 cantons et ne constitue donc qu'une faible baisse de recettes pour chaque canton individuellement. Bref, cette initiative est



Les délégués de l'UDC ont approuvé par 144 voix contre 96 l'initiative populaire «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt».



## «Les allocations pour enfants et de formation doivent aller aux familles et non à l'Etat.»

Famille Antenen  
Wattenwil (BE)



parfaitement supportable pour la Confédération et les cantons.

Les familles et notamment celles de la classe moyenne bénéficieraient en revanche d'un allègement fiscal substantiel. Dans le canton de Berne, par exemple, une famille avec deux enfants – l'un donnant droit à une allocation pour enfant, l'autre à une allocation de formation – qui réalise un revenu imposable de 50 000 francs économiserait chaque année 1313 francs d'impôts. La même famille installée dans le canton de Vaud paierait 1059 francs d'impôts de moins par an. Il s'agit donc d'une économie d'environ 100 francs par mois, ce qui est beaucoup d'argent pour une famille avec un revenu annuel de 50 000 francs.

59% des familles suisses appartiennent à la classe moyenne. Ce sont elles, précisément, qui profiteraient le plus de l'exemption fiscale des allocations pour enfant et de formation.

Il est injuste qu'une famille passe dans une progression fiscale supérieure simplement parce qu'elle touche des allo-

cations pour enfants et de formation. Ces allocations ne peuvent pas être considérées comme une augmentation du salaire. Il faut donc qu'elles bénéficient intégralement aux familles avec enfants.

Cette initiative a des retombées positives non seulement pour les familles, mais aussi pour l'économie en général. En effet, l'argent que les familles ne sont pas contraintes de verser au fisc reviendra à l'économie et les PME seront les premières à en profiter.

**«Ces allocations ne peuvent pas être considérées comme une augmentation du salaire. Il faut donc qu'elles bénéficient intégralement aux familles avec enfants.»**

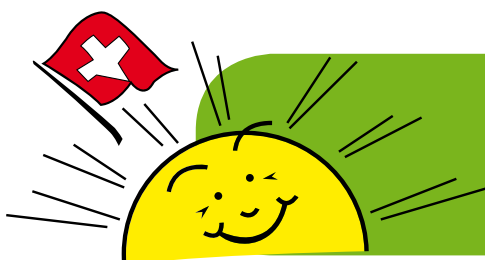
Il y a donc d'excellents arguments pour soutenir le 8 mars 2015 l'initiative «Aider les familles! Pour des alloca-

tions pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt». Ses objectifs sont proches de ceux de l'initiative UDC pour les familles que le peuple et les cantons ont malheureusement rejetée.

### L'exonération fiscale des allocations pour enfants et de formation:

- renforce les familles, car celles-ci n'auront plus à payer d'impôt sur un montant qui leur est versé pour compenser la baisse de leur pouvoir d'achat;
- renforce la classe moyenne, car 59% des familles suisses appartiennent à cette catégorie de la société;
- renforce l'économie, car les familles disposent de plus d'argent pour consommer;
- renforce aussi en fin de compte l'Etat puisque l'économie bénéficie du pouvoir d'achat accru des familles.

Stopper l'avidité fiscale de l'Etat et réduire la charge d'impôt grevant les familles, ce sont là deux importants objectifs de l'UDC. Voilà pourquoi je dis OUI à l'exonération fiscale des allocations pour enfant et de formation.



L'UDC Suisse vous recommande de voter OUI le 8 mars à l'initiative «Aider les familles! Pour des allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt»

Plus d'informations: [www.udc.ch/campagnes](http://www.udc.ch/campagnes)

## VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

**Votre annonce lue par  
60'000 lecteurs !**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.

Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**



**dietschi**  
PRINT&DESIGN OLTEN

**BIEN PLUS QU' UNE  
IMPRIMERIE ...**

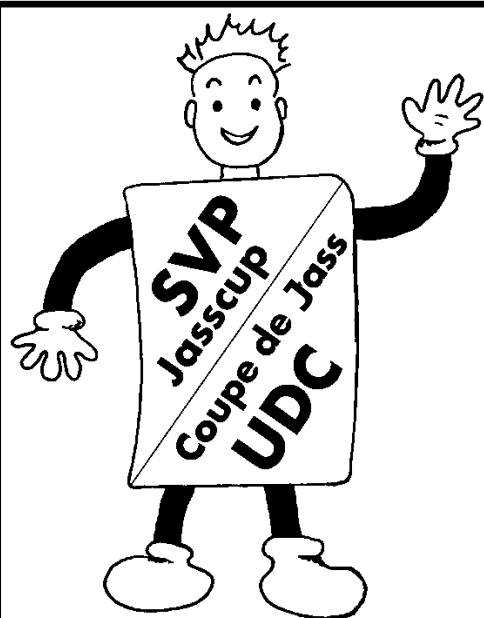
DIETSCHI PRINT&DESIGN AG  
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten  
T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 [www.dietschi.ch](http://www.dietschi.ch)

[www.peter-schaub.ch](http://www.peter-schaub.ch)

**PETER  
SCHAUB** 

**Ich FOTOGRAFIERE für Sie  
UND fange Momente ein,  
wo sich ANDERE kein Bild machen.**

079 350 18 51 [mail@peter-schaub.ch](mailto:mail@peter-schaub.ch)



### **15<sup>e</sup> Coupe nationale UDC de Jass**

avec le président du Parti Toni Brunner  
et des conseillers nationaux et aux  
Etats UDC

**Samedi, 21 février 2015**

10:00 – 16:00 heures  
(ouverture des portes à 9h00)

**au Casino à Herisau AR**

**Talon  
d'inscription  
en page 16**

#### IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général  
| Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | [franc-parler@udc.ch](mailto:franc-parler@udc.ch) | [www.udc.ch](http://www.udc.ch) | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC  
Suisse, Parlament.ch, Peter Schaub.



# NON à l'impôt sur l'énergie!

L'initiative «Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie» exige la suppression de la TVA et, en contrepartie, le prélèvement d'un impôt sur les énergies non renouvelables (pétrole, gaz, charbon et uranium). Cela ferait augmenter massivement les impôts actuels sur les agents énergétiques. De plus, il faudrait relever constamment les taux d'imposition parallèlement à l'augmentation de la part des énergies renouvelables à l'approvisionnement énergétique.

Cette initiative fait de l'énergie le privilège d'une élite. Ce procédé est non seulement faux, mais proprement inacceptable. Comme le coût des loyers et des primes d'assurance-maladie, les frais énergétiques représentent un poste important dans le budget des familles. Nous ne pouvons pas faire payer aux familles les frais d'une politique énergétique prétendument durable.

Remplacement de la TVA:

- ▶ **3 francs pour un litre de carburant**
- ▶ **plus de 3 francs pour un litre d'huile de chauffage**
- ▶ **30 centimes et plus pour un kilowattheure d'électricité**

Et ce n'est qu'un début, car plus la consommation de ces énergies baisse, plus l'imposition augmente.

Les énergies renouvelables seront vendues à prix d'or et les couches de la population qui n'en ont pas les moyens (il s'agit aujourd'hui de la majorité de la population) seront contraintes de dépenser des sommes totalement disproportionnées pour couvrir leurs besoins normaux d'énergie.

**Les conséquences de cette initiative frappent tout le monde!**

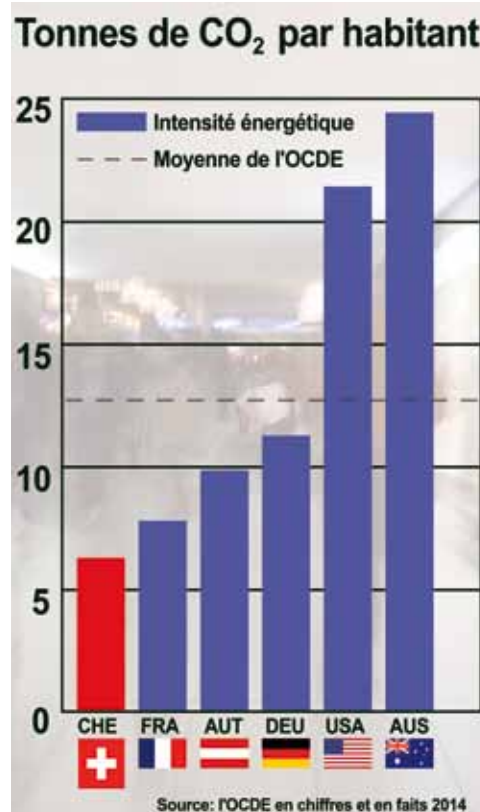
Cette hausse des coûts ne frappera pas

seulement les familles mais aussi les PME, le secteur touristique et, d'une manière générale, la compétitivité économique de la Suisse avec les conséquences dangereuses que l'on imagine. L'adaptation constante des taux d'imposition rendra difficile, voire impossible la planification financière des entreprises et des particuliers.

Les PME – mais aussi toutes les autres entreprises – seront contraintes de licencier pour compenser la hausse constante des coûts de l'énergie. Cette initiative frapperait tout particulièrement les régions périphériques et de montagne qui tirent une bonne part de leur revenu du tourisme. L'alourdissement des impôts sur les carburants entraînera des hausses de prix massives et incontrôlables. Le coût de la mobilité et les frais de production exploseront. De plus, on ne sait pas quelles taxes seront prélevées sur l'énergie que nous importons.

**Non à cette politique financière aventureuse!**

Même le Conseil fédéral considère cette initiative comme excessive et nuisible. Les taux d'imposition proposés sont extrêmes. La suppression de la TVA aurait également des effets sur le financement des assurances sociales notamment l'AVS. Ce projet d'impôt sur l'énergie est aberrant et inefficace. Il a des inconvénients économiques et financiers graves pour notre pays et



**L'économie suisse est déjà très économe en énergie. Une forte hausse des coûts frapperait la compétitivité économique de la Suisse avec les conséquences dangereuses que l'on imagine.**

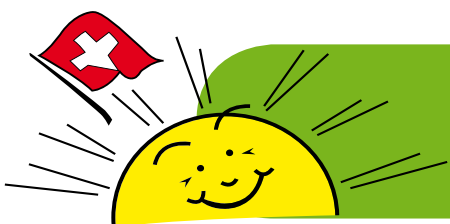
n'améliore pas pour autant la protection de l'environnement. C'est pourquoi il faut clairement le rejeter.



*Pierre Rusconi,  
conseiller national,  
Sorengo (TI)*

**L'UDC Suisse vous recommande de voter NON le 8 mars à l'initiative «Remplacer la taxe sur la valeur ajoutée par une taxe sur l'énergie»**

Plus d'informations: [www.udc.ch/campagnes](http://www.udc.ch/campagnes)



# Rester libre!

Rester libre, c'est avoir le droit de décider librement dans son propre pays et de sauvegarder son indépendance pour renforcer l'économie et garantir l'emploi. L'UDC a promis à la population de s'engager pour la Suisse en particulier sur les 3 points suivants:



## Mais où en sommes-nous à la veille de l'année électorale?

### Le constant alignement est mauvais pour la Suisse

Le constant alignement sur l'étranger et la politique égalitariste sont mauvais pour la Suisse. Les autorités sacrifient les atouts de l'économie et de la place financière suisses et détruisent des emplois. La prospérité suisse finira inévitablement par chuter au niveau de l'UE. La majorité de centre gauche du Conseil fédéral et du Parlement nuit à la Suisse. Les dépenses de la Confédération ont plus que doublé depuis 1990 pour atteindre aujourd'hui 67 milliards de francs. Depuis 2008, deux nouveaux emplois sur trois ont été créés par les pouvoirs publics.

### Extension au lieu de consolidation financière de l'Etat social

L'Etat social ne cesse de gonfler. Au lieu de consolider le niveau acquis, on étend constamment les prestations et on renforce la redistribution: hausses de la TVA pour l'AI et l'AVS, explosion des primes dans l'assurance-maladie, «pour-cent de solidarité» pour l'assurance-chômage, hausse des impôts pour financer une aide sociale toujours plus coûteuse, etc. Qui profite? L'industrie du social. Qui paie? Les familles, les arts et métiers, le simple contribuable.

### L'économie et la place financière sont affaiblies

L'économie est de plus en plus réglementée et harmonisée avec l'étranger:

- toujours plus de bureaucratie et de contrôles (horaires de travail, contrôle des salaires, sécurité au travail, protection de la santé, statistiques incessantes, etc.)
- toujours plus d'exigences (environnement, énergie, immeubles, transports, etc.)
- réglementation du marché du travail et affaiblissement du partenariat social (conventions collectives, responsabilité solidaire, contrôle de salaires, quotas féminins, etc.)
- mises au concours publiques toujours plus coûteuses
- reprises toujours plus compliquées de conventions et de standards internationaux en partie insensés.

### Adhésion insidieuse à l'UE

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent, par le biais d'un prétendu «accord institutionnel», que la Suisse reprenne de manière dynamique, donc obligatoire, le droit UE. Dans des domaines très importants la Suisse serait soumise à la jurisprudence de la Cour européenne de justice. C'est tout bonnement une adhésion à l'UE – mais sans en être membre.

### Le dogme de la libre circulation des personnes

L'immigration nette en Suisse de plus de 80 000 personnes par an se poursuit. Conséquences: la paix sociale est menacée; les infrastructures sont surchargées; les institutions sociales seront épuisées à moyen terme. Mais cela n'empêche pas la politique de saper l'application de l'initiative «contre l'immigration de masse» acceptée par le peuple et les cantons.

### L'initiative sur le renvoi n'est pas appliquée

Depuis l'acceptation de l'initiative sur le renvoi, quelque 18 000 étrangers criminels auraient chaque année dû être expulsés. Le Conseil fédéral et le Parlement s'y opposent en multipliant les basses manœuvres. Ils se moquent des victimes de ces criminels et des citoyens qui demandent plus de sécurité.

### Que faire?

- ✓ Sauvegarder l'autodétermination de la Suisse
- ✓ Renforcer la responsabilité individuelle
- ✓ Stopper l'expansion de l'Etat à tous les niveaux
- ✓ Garantir financièrement les institutions sociales
- ✓ Contrôler l'immigration

Aidez-nous afin que nous puissions, grâce à un plus grand nombre de sièges au Parlement, imposer cette politique pour le bien de la Suisse!

## Je veux aussi m'engager pour une Suisse libre, indépendante et souveraine.

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC de mon lieu de domicile/de mon district/de ma région. Devenir membre d'un parti, c'est comme adhérer à une association.
- ☐ Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC Suisse.
- ☐ J'aimerais être informé/e sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez dès à présent m'adresser votre newsletter à l'adresse courriel indiquée ci-contre.
- ☐ Je soutiens l'UDC et je verse un don de \_\_\_\_\_ francs sur le CCP 30-8828-5.
- ☐ Veuillez m'adresser un bulletin de versement de l'UDC Suisse.

Nom / Prénom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
NP / Lieu \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_  
Date / Signature \_\_\_\_\_

Merci de remplir le talon et de le renvoyer à l'adresse suivante: UDC Suisse, Secrétariat général, case postale 8252, 3001 Berne, courriel info@udc.ch

www.udc.ch





# Non à l'impôt Billag sur les médias

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent introduire un impôt sur les médias : à l'avenir, chacun d'entre nous devra s'en acquitter, même s'il ne possède aucun appareil récepteur. L'extorsion est encore plus grande pour les entreprises. L'Union suisse des arts et métiers a lancé un référendum contre la révision de la loi sur la radio et la télévision. Par conséquent, nous pourrons voter sur cette question le 14 juin.

par Natalie Rickli, conseillère nationale, Winterthour (ZH)

La Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) a été fondée en 1931. La même année, les premières chaînes de radio ont commencé à émettre. À l'exposition nationale de 1939, l'EPFZ a présenté pour la première fois en Suisse la technique de télévision. En 1953, la SSR a lancé sa première expérience d'émission télévisée. Cinq soirs par semaine, elle diffusait une émission d'environ une heure et demie. À l'époque, la redevance de réception était incontestablement justifiée.

## Offres médiatiques privées

En 2015, nous sommes cependant définitivement entrés dans l'ère multimédia. Les consommateurs ont le choix entre des centaines de chaînes de radio et de télévision, suisses et étrangères, ainsi que des offres sur internet et les réseaux sociaux. La majeure partie de ces offres est financée par l'économie privée et ne dépend pas de fonds publics. Cela signifie une chose : il est urgent de libéraliser la politique à l'égard des médias. Il n'est plus justifié que nous devions financer une offre de SSR étatique, comprenant



Le 12 janvier, l'Union suisse des arts et métiers a déposé plus de 100'000 signatures contre le nouvel impôt sur les médias à la Chancellerie fédérale.

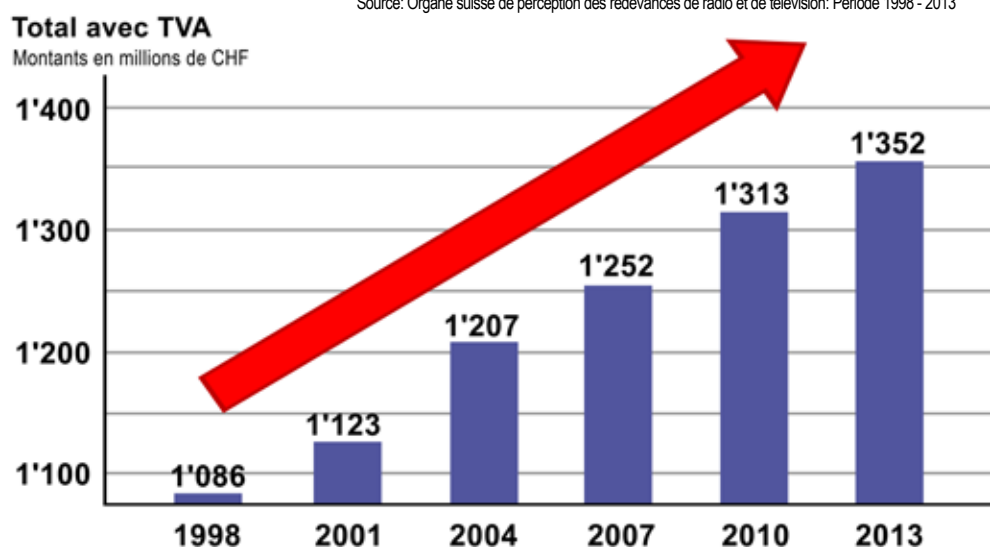
18 chaînes de radio et 8 chaînes de télévision, ainsi que différents sites web. La redevance annuelle a explosé en conséquence. Alors que les particuliers payaient encore Fr. 279.60 en 1987, nous payons aujourd'hui Fr. 462.40.

Malheureusement, le Conseil fédéral et le Parlement sont restés bloqués au siècle dernier : plutôt que de baisser la redevance, ils introduisent un impôt inconstitutionnel sur les médias. Désor-

mais, mêmes les personnes qui ne possèdent aucun appareil récepteur ni ne consomment de programmes financés par la redevance devront payer. Même les aveugles et les sourds seront tenus de passer à la caisse, après un délai transitoire de cinq ans. Les entreprises devront verser encore plus d'argent à Billag, et ce, alors que les personnes morales ne peuvent absolument pas écouter la radio ni regarder la télévision.

## En 2013, Billag a récolté 1,35 milliards!

Source: Organe suisse de perception des redevances de radio et de télévision: Période 1998 - 2013



## Combine du Conseil fédéral

Par cette combine déloyale et l'affirmation selon laquelle ils ne devraient plus tard payer que Fr. 400 de redevances, le Conseil fédéral cherche à flouer les payeurs. Cette promesse n'est en effet pas ancrée dans la loi ! Au contraire : celle-ci permet au Conseil fédéral d'augmenter encore la redevance à sa guise ! Le fait que le Conseil fédéral ne pense pas sérieusement à baisser la redevance apparaît non seulement dans l'évolution des redevances de réception, mais aussi par le volume toujours plus important de celle-ci. Pour ces raisons, NON à l'impôt Billag sur les médias le 14 juin.

# Préserver l'emploi!

Courant janvier, la Banque nationale suisse (BNS) a renoncé au cours plancher de l'euro. Surprenant presque tout le monde, cette décision est incontestablement un coup dur pour l'économie d'exportation et le tourisme. La pression sur l'industrie suisse et ses emplois augmente. Les conséquences de ce choix de la BNS sont encore difficiles à évaluer. Il était cependant évident que cet accrochage du franc suisse à l'euro moyennant un cours plancher de la monnaie européenne n'était pas tenable à la longue. Il faut maintenant mettre rapidement en place un programme de dérégulation et de revitalisation!

par Toni Brunner, conseiller national et président de l'UDC Suisse, Ebnet-Kappel (SG)

Pour commencer, je suggère que nous nous aidions nous-mêmes.

L'étranger est trop occupé par ses propres soucis, si bien que nous devons nous en sortir par nos propres moyens. Même si la tentative est grande de profiter de la baisse des monnaies étrangères pour faire des achats ou des vacances à l'étranger, il faudrait juste faire l'inverse. Donc: acheter en Suisse pour soutenir nos arts et métiers et notre agriculture et passer les vacances dans un confortable hôtel suisse. Pourquoi partir au loin alors que notre Suisse est si belle?

### Déréguler maintenant!

Cette nouvelle situation est aussi un défi pour la politique. Il s'agit cependant d'agir avec circonspection et de ne pas exagérer. La décision de la BNS est un fait; la force du franc suisse est un fait. La réponse s'appelle dérégulation, réduction de la bureaucratie et amélioration des conditions-

---

**«Achetez en Suisse pour soutenir nos arts et métiers et notre agriculture et passons nos vacances dans un confortable hôtel suisse.»**

---

cadres. C'est pour cette raison que le Comité central de l'UDC Suisse a demandé hier à la direction du parti d'inviter le PLR et le PDC à une tab-



**Nous n'avons pas besoin de nouvelles mesures d'accompagnement, mais au contraire d'un assouplissement du marché du travail.**

le ronde pour discuter avec nous des mesures à prendre. Le PLR et le PDC apporteront leurs propositions. Quant à nous, nous voyons un besoin d'agir dans quatre domaines concrètement:

#### 1. Réduire les surréglementations

- Les charges administratives qui grèvent les arts et métiers doivent être réduites en renonçant à des statistiques superflues et à des mesures bureaucratiques insensées.
- Il faut alléger les réglementations et l'ap-

pareil de contrôle dans l'agriculture.

- Nous n'avons pas besoin de nouvelles mesures d'accompagnement, mais au contraire d'un assouplissement du marché du travail. Il ne faut pas faciliter la mise en place de conventions collectives de travail à validité générale et renoncer à la responsabilité solidaire.

- Il faut aussi renoncer à des réglementations excessives du marché financier (revoir les projets FIDLEG, LEFin, LIMF, réglementations contre le blanchiment d'argent, etc.).



- Les engagements de personnel des pouvoirs publics doivent être stoppés d'une manière générale. En outre, les privilèges des pouvoirs publics qui provoquent des distorsions sur le marché du travail (congé paternité, réglementation des vacances et des congés, prestations de prévoyance vieillesse, etc.) doivent cesser.

## 2. Stopper les mauvais développements déclenchés récemment

- Il faut revenir sur des décisions récentes du Conseil fédéral et notamment empêcher la mise en place d'une police des salaires. Sous le prétexte de l'égalité des salaires, le Conseil fédéral veut envoyer des contrôleurs dans les entreprises, provoquant ainsi des charges financières et administratives supplémentaires dans le secteur privé.

- Le Conseil fédéral exige qu'à l'avenir au moins 30% des sièges des conseils d'administration et directions des entreprises cotées en bourse soient occupés par des femmes. C'est une absurdité!

- La Stratégie énergétique 2050 doit être abandonnée ou alors massivement corrigée.

---

## «La Suisse doit appliquer rapidement l'article constitutionnel sur le contrôle et la limitation de l'immigration.»

---

- Il faut mettre fin à la mauvaise habitude prise par le secteur public de concurrencer les entreprises privées.

## 3. Renforcement ciblé de l'économie pour préserver l'emploi

- Renforcer le système de formation



**Les charges administratives qui grèvent les arts et métiers doivent être réduites en renonçant à des mesures bureaucratiques insensées.**

dual par une formation proche de la pratique et de l'économie.

- Renoncer à tout nouvel impôt et à toute augmentation des impôts et redevances, par exemple concernant les carburants ou le nouvel impôt médiatique sur lequel nous voterons en juin.

- Elargir la réforme III de l'imposition des entreprises

- Réduire le taux d'impôt sur les bénéfices de 8,5 à 7,5%.

- Apporter des adaptations structurelles à la réforme de la prévoyance vieillesse; renoncer aux hausses d'impôts (de la TVA et des prélèvements sur les salaires) et à l'extension des prestations.

## 4. Politique d'immigration autonome

- La pression sur les salaires va augmenter, car la différence salariale par rapport à l'étranger ne cesse de se creuser. La tentation est donc grande d'engager du personnel jeune et bon marché à l'étranger.

- La Suisse doit reprendre le contrôle autonome de l'immigration sur son

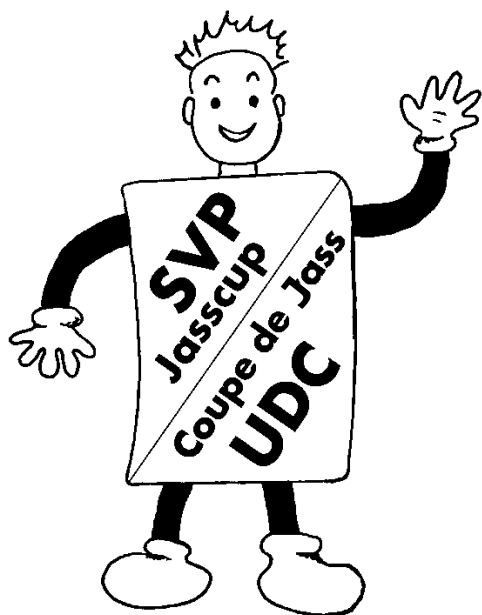
territoire, donc appliquer rapidement l'article constitutionnel sur le contrôle et la limitation de l'immigration.

- Cette intervention exige des contingents, des plafonds et l'application du principe de la priorité des travailleurs résidents.

- Le PS propose une protection contre les licenciements des travailleurs de plus de 50 ans. Un non-sens complet! Avec un tel régime, les entreprises auraient un motif supplémentaire de ne pas engager des personnes de plus de 45 ans et de les remplacer par des travailleurs jeunes et bon marché provenant de l'étranger.

- Dans le régime actuel, les travailleurs étrangers au chômage ne quittent que rarement la Suisse. Cela doit changer. Nous devons limiter l'accès aux institutions sociales.

Dans la situation actuelle, la politique peut commettre beaucoup d'erreurs, mais elle peut aussi prendre des mesures intelligentes. Il en va de l'emploi, de la prospérité, de la liberté et finalement de la Suisse. Nous nous engageons dans ce sens.



## **15<sup>e</sup> Coupe nationale UDC de Jass**

avec le président du Parti Toni Brunner  
et des conseillers nationaux et aux  
Etats UDC

**Samedi, 21 février 2015**

10:00 – 16:00 heures  
(ouverture des portes à 9h00)

**au Casino à Herisau AR**

### **Genre de jeu**

Chibre avec partenaire tiré au sort.  
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

### **Types de cartes**

Cartes françaises et alémaniques.

### **Prix**

Des prix attractifs. Chaque participant reçoit un  
cadeau. Challenge pour le vainqueur

### Concours d'estimation:

- 1er prix Fr. 300.-
- 2e prix Fr. 200.-
- 3e prix Fr. 100.-

### **Coûts d'inscription**

- Coûts d'inscription: Fr. 30.-  
Le montant d'inscription sera versé à l'entrée
- Repas de midi: Fr. 20.-  
Bons en vente à la caisse vers l'entrée

### **Participants**

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC,  
sympathisants de l'UDC et amateurs de jass sont  
cordialement invités à cette sympathique  
manifestation.

### **Inscription**

Pour faciliter notre organisation, nous vous  
prions de vous annoncer le plus rapidement  
possible avec le talon ci-dessous, par courriel,  
par courrier postal ou par fax (nombre de places  
limité).

**Date limite d'inscription: 13 février 2015**

### **Organisation**

UDC Appenzell Rhodes Extérieures sous la direction  
du président cantonal Edgar Bischof, du  
secrétaire de l'UDC Appenzell Rhodes Extérieures  
Ralf Menet, et du conseiller national Felix Müri.

Directeur du tournoi: Fabian Cadonau



## **Talon d'inscription**

**Je m'inscris à la 15<sup>e</sup> Coupe nationale UDC de Jass du samedi 21 février 2015:**

☐ Cartes françaises

☐ Cartes alémaniques

☐ Egal

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

NP Lieu: \_\_\_\_\_

Tél.: \_\_\_\_\_

Courriel ou fax: \_\_\_\_\_

**Inscription jusqu'au 13 février 2015 au:**  
**Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne**  
**Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: [betschart@svp.ch](mailto:betschart@svp.ch)**